

Ocean Race Summit

Message du Pr. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI
Seychelle | 21 mars 2022

Excellences, Mesdames et Messieurs,

J'ai plaisir à vous envoyer ce message depuis le Secrétariat général de la Commission de l'Océan Indien à Maurice à l'occasion de ce Sommet de la course océanique organisé pour la première fois dans notre région, aux Seychelles.

Je tiens d'abord à féliciter le gouvernement de la République des Seychelles d'accueillir cet événement qui met en lumière l'importance vitale de l'océan pour l'avenir de la planète. On ne peut, en effet, promouvoir le développement durable à l'échelle mondiale sans donner une place importante aux océans qui sont au cœur des équilibres écologiques et biologiques. On ne peut non plus vouloir développer l'économie bleue sans une gestion responsable, authentiquement durable et raisonnable de ses ressources. On ne peut enfin appeler à la préservation des écosystèmes marins et océaniques sans adopter une approche globale qui relie la terre et la mer.

C'est dans ce sens que la COI mobilise ses Etats membres et ses partenaires, selon une approche holistique, multiforme et adaptée au contexte régional.

Depuis sa création il y a près de 40 ans, la COI fait de la préservation des milieux marins et côtiers l'un des axes premiers de son intervention. Sans le savoir, nous posons des jalons d'une économie bleue durable, d'une croissance bleue respectueuse des équilibres écologiques.

Graduellement, notre portefeuille d'intervention s'est élargi pour répondre aux défis émergents dont on remarque, finalement, qu'ils ont un lien avec l'océan. Et pour cause : nos îles sont des Etats-océans qui totalisent des surfaces océaniques plus vastes que les territoires de l'Union européenne ! C'est une chance, évidemment. Mais c'est aussi un véritable défi et une responsabilité.

Le défi, c'est d'adopter une vision à long terme, réaliste et respectueuse des écosystèmes pour la gestion des océans. Le défi, c'est aussi d'opérer des choix dans la manière d'exploiter les ressources. Quant à la responsabilité, elle est collective car l'océan est un patrimoine commun, un bien partagé quand bien même s'y exercent légitimement les expressions souveraines des Etats car, en

effet, un risque maritime peut très vite dépasser les frontières maritimes et devenir un risque pour plusieurs.

La coopération régionale, à l'échelle d'un bassin océanique, est donc porteuse de solutions, d'entente, de collaborations fructueuses et de réponses mutualisées face aux défis communs. Et au regard des crises et risques systémiques du monde, on a d'autant plus besoin de coopération – c'est d'ailleurs l'une des merveilleuses leçons de la nature qui nous apprend que les organismes qui résistent le mieux aux aléas et aux crises sont ceux qui sont capables d'entraide.

La COI porte ainsi un ensemble de projets qui traite de gestion durable des pêches ; de réduction des risques de catastrophes naturelles ; d'adaptation aux dérèglements climatiques ; de résilience côtière ; de lutte contre la pollution marine, notamment par les plastiques ; de sécurité et de sûreté maritimes. Ces activités, soutenues par l'Agence française de développement, l'Union européenne, la Banque mondiale, le Japon, le Fonds français pour l'environnement mondial, le PNUD ou encore le Fonds vert pour le climat, mobilisent les administrations publiques de nos Etats, les institutions de recherche, les universités, les opérateurs privés, les associations sectorielles ou encore les citoyens, plus particulièrement les jeunes.

La recherche scientifique et l'innovation technologique sont, à ce titre, importantes parce qu'elles éclairent et accompagnent la prise de décision. Par exemple, l'étude des courants marins démontrent qu'il existe une circulation mondialisée des déchets qui jetés par-dessus bord d'un navire dans les eaux internationales ou même provenant de pays à l'autre bout de l'océan Indien voyagent jusque sur les plages de nos plus petites îles comme Agalega. Il nous faut donc comprendre pour agir ; étudier pour bâtir des solutions porteuses, efficaces ; et collaborer pour obtenir des résultats durables. Il faut aussi sensibiliser, continuellement, sous plusieurs formes, pour marquer les consciences et pousser à un changement de regard sur les océans, à des comportements respectueux de nos environnements fragiles. Ce Sommet y participe sans aucun doute.

Mesdames, Messieurs, notre Conseil des ministres, qui s'est réuni à Paris en février dernier, nous a donné pour mission de préparer notre nouveau plan de développement stratégique. Au regard des priorités de nos Etats et de

l'évolution des contextes régionaux et mondiaux, il est évident que nous devons porter une attention particulière aux questions de préservation et de gestion durable des écosystèmes marins et côtiers, ainsi qu'aux questions des biens fondamentaux que sont la paix et la stabilité, l'éducation et la formation, la santé et la culture. Et là encore, il y a un lien clair avec l'océan qui nous entoure, auquel nous devons nous reconnecter, car tout est intriqué.

A la COI, nous sommes convaincus que nos territoires insulaires, considérés comme de petits pays, sont capables de réaliser de grandes choses. Nous sommes convaincus que notre présent préfigure l'avenir du monde et que nos îles ont la capacité d'être des laboratoires des solutions d'adaptation et d'atténuation des risques systémiques que nous vivons déjà et qui se profilent.

Bien entendu, il faut l'engagement de tous – de nos gouvernements, des opérateurs économiques, des organisations intergouvernementales, des partenaires au développement et des forces vives. Les défis sont considérables mais pas insurmontables. Chacun, à son niveau, à la mesure de ses capacités, a une contribution à apporter. C'est ce que fait la COI à travers ses projets avec et pour ses pays membres. Je vous remercie de votre attention et souhaite que cet événement interpelle aux Seychelles, en Indianocéanie et au-delà.